
Rapport du Président sur une proposition de don à des entités du secteur privé dans le cadre du Fonds commun pour les objectifs de développement durable et au titre de l'initiative « Données au service de la numérisation de l'agriculture » de la République-Unie de Tanzanie

Numéro du projet: 2000004977

Cote du document: EB 2024/143/R.11

Point de l'ordre du jour: 3 a) ii) b)

Date: 13 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 20.

Questions techniques:

Nigel Brett

Directeur
Division production durable, marchés et institutions
courriel: n.brett@ifad.org

Brenda Gunde

Spécialiste technique supérieur (monde) - TIC au service du développement
Division production durable, marchés et institutions
courriel: b.gunde@ifad.org

Pour plus d'informations sur la stratégie du FIDA en matière de technologies de l'information et des communications au service du développement, veuillez consulter la page <https://www.ifad.org/en/w/publications/ict4d>.

Rapport du Président sur une proposition de don à des entités du secteur privé dans le cadre du Fonds commun pour les objectifs de développement durable et au titre de l'initiative « Données au service de la numérisation de l'agriculture » de la République-Unie de Tanzanie

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA sur les dons ordinaires

1. En République-Unie de Tanzanie, qui compte 67,6¹ millions d'habitants, le secteur agricole emploie 65,6% de la population active et contribue au PIB à hauteur de 26,1%². Les petits exploitants agricoles, qui occupent une place prépondérante dans le secteur agricole, sont confrontés à de nombreuses difficultés, parmi lesquelles la variabilité du climat, le manque d'infrastructures, des pertes après récolte élevées et un accès insuffisant aux intrants, à l'information et aux capitaux, autant de facteurs qui nuisent à la productivité et la rentabilité de leur activité, ainsi qu'à leurs moyens d'existence.
2. Les femmes, qui sont le chef de famille dans 26% des ménages de petits exploitants, sont touchées par ces problèmes de manière disproportionnée. Le secteur agricole emploie 67% de la population active féminine, une représentation supérieure à celle des hommes, pourtant, la plupart d'entre elles sont désavantagées dans leur accès aux intrants productifs tels que la terre, la main-d'œuvre (familiale ou salariée), les engrais, les semences améliorées, les techniques génératrices d'économies de main-d'œuvre et le financement³.
3. La mise en place de services numériques adaptés aux besoins des petits exploitants agricoles s'est avérée efficace pour répondre à certaines de leurs difficultés majeures et autonomiser leurs communautés, mais le manque d'habileté numérique empêche l'accès à ces outils et leur utilisation, en particulier chez les femmes, qui possèdent moins souvent un téléphone portable (77% contre 86% chez les hommes⁴) et sont moins éduquées. En outre, à ce jour, les données agricoles concernant les petits exploitants sont réparties entre plusieurs plateformes, et les informations disponibles, non actualisées, sont vite obsolètes, ce qui réduit leur utilité et freine l'adoption de services numériques.
4. L'offre de technologies agricoles et de services numériques ne se développe que lentement au regard de l'ampleur du besoin; en effet, l'environnement est peu favorable aux investissements privés en raison d'un certain nombre de facteurs, comme le risque élevé perçu par les prêteurs et le manque de réseaux locaux d'investisseurs providentiels et d'investisseurs de capital-risque visant le secteur de l'agriculture.
5. Pour répondre à ces problèmes, qui pèsent sur les petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, le FIDA, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par l'intermédiaire du Fonds conjoint des Nations Unies pour les objectifs de développement durable (ODD), ont élaboré conjointement un programme destiné à soutenir les autorités publiques au moyen d'une feuille de route complète; il s'agit de promouvoir la transformation des systèmes alimentaires et d'améliorer la desserte numérique par une approche multidimensionnelle consistant à renforcer les capacités du secteur public, les partenariats public-privé, l'innovation

¹ Banque mondiale, 2023.

² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2022.

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2023.

⁴ Global System for Mobile Communications, 2019; <https://data.gsmaintelligence.com/api-web/v2/research-file-download?id=39256194&file=2712-250219-ME-Global.pdf>.

numérique et le financement. Ce programme conjoint contribuera aux ODD de la manière suivante: élimination de la faim (cible 2.4), promotion de l'égalité entre les sexes (cible 5.b), accélération de la croissance économique grâce à la technologie et à l'accès au financement (cibles 8.2, 8.10 et 9.3) et création de partenariats fructueux, garants de la durabilité du programme (cible 17.8).

6. Le programme conjoint proposé est conforme au but et aux objectifs tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA sur les dons ordinaires⁵. Il contribuera à la réalisation de plusieurs ODD; par ailleurs, il sera bien intégré et complémentaire à plusieurs autres projets de technologies de l'information et des communications au service du développement conduits dans le pays, en particulier ceux financés par l'Union européenne, ainsi qu'à d'autres programmes conjoints, à l'Initiative 50x2030 et à l'Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique, toutes deux soutenues par le FIDA. En outre, l'équipe du programme conjoint entend coopérer avec plusieurs parties prenantes parmi les acteurs publics pour élaborer un cadre de gouvernance des données, et s'attèlera ce faisant à fournir un cas d'utilisation en vue de l'objectif national plus général consistant à développer les infrastructures numériques publiques.
7. Investir dans le programme par le biais d'une contribution en nature au titre des projets financés par le FIDA en République-Unie de Tanzanie permettrait au Fonds de gagner en visibilité dans deux domaines, tant auprès des donateurs qu'au sein du système des Nations Unies: son action en matière de technologies de l'information et des communications au service du développement, et l'évolution de son modèle opérationnel dans les investissements en faveur du secteur privé. Par ailleurs, le FIDA démontrerait ainsi une contribution active à la réalisation des objectifs de l'ONU 2.0⁶ et afficherait sa capacité à se mobiliser aux côtés d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre d'un programme conjoint.
8. Le bénéficiaire de la composante relative au cadre de gouvernance des données du programme sera sélectionné conformément à la Stratégie tanzanienne en matière de numérisation de l'agriculture – qui fait également l'objet d'un financement du FIDA - tandis que les entreprises de technologie agricole financées par la composante 2 seront sélectionnées par une mise en concurrence dans le cadre d'un programme d'accélération.

II. Le programme proposé

9. Le programme conjoint vise à améliorer l'efficacité agricole des petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, en renforçant l'intégration des données, en développant le secteur des technologies agricoles et l'écosystème numérique, et en améliorant l'habileté numérique, tout en s'appuyant sur des solutions agricoles fondées sur la technologie pour répondre aux problèmes de productivité et d'accès aux services financiers, aux intrants et aux marchés, et en améliorant la gestion des effets des changements climatiques. L'intervention s'articulera autour de trois piliers: i) renforcer l'intégration et le partage des données en établissant une base solide pour éclairer par des données probantes la planification et l'élaboration de politiques dans le secteur agricole grâce à une amélioration des cadres réglementaires relatifs à la gouvernance, à la gestion et à l'interopérabilité des données; ii) développer le secteur des technologies agricoles et l'écosystème numérique en élargissant l'usage en vue d'améliorer le service offert aux petits exploitants agricoles; iii) améliorer l'aptitude à se servir des outils numériques des agriculteurs en les autonomisant pour leur permettre d'utiliser efficacement ces services, d'accéder aux marchés en ligne et d'adopter des pratiques agricoles de pointe, gage d'une productivité et de revenus accrus.

⁵ Voir le document EB 2021/132/R.3.

⁶ https://www.un.org/two-zero/sites/default/files/2023-09/UN-2.0_Policy-Brief_FR.pdf.

10. L'objectif global du programme est de promouvoir la transformation des systèmes alimentaires et d'améliorer la desserte numérique en renforçant les capacités du secteur public, les partenariats public-privé, l'innovation numérique et les services financiers. Dans ce cadre, les résultats escomptés sont les suivants:
- i) Un registre des agriculteurs, dont les données sont réparties sur différentes plateformes du Ministère de l'agriculture et des ministères associés, qui s'appuie sur des systèmes compatibles entre eux et conformes au cadre de partage des données fixé;
 - ii) Des entreprises de technologie agricole nationales qui se développent et élargissent leur portée pour atteindre les petits exploitants agricoles, à qui elles offrent un accès à des données permettant de prendre de meilleures décisions ainsi qu'une assistance technique et un accès aux services financiers;
 - iii) Des petits exploitants plus enclins à adopter des solutions agricoles numériques grâce à leur habileté numérique améliorée et à leur accès facilité à ces solutions.
11. **Groupes cibles.** Le programme s'illustre par son approche, qui est de contribuer au développement de dix entreprises de technologie agricole innovantes au moyen d'une assistance technique et d'apporter des capitaux catalyseurs à au moins trois entreprises du secteur en vue d'améliorer la qualité des solutions numériques fournies et d'étendre aux petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, la portée des services proposés. Grâce au renforcement des capacités de 500 prestataires de services de vulgarisation mandatés par les autorités publiques (comprenant au moins 30% de femmes et 60% de jeunes), le programme améliorera leur aptitude à se servir des outils numériques, ce qui leur permettra d'accéder facilement à des services agricoles numériques. Il est prévu qu'au moins 500 000 petits producteurs, dont 300 000 femmes et 100 000 jeunes, bénéficient directement d'un accès à ces services numériques améliorés et puissent ainsi gérer les intrants agricoles, accéder aux marchés, obtenir des conseils dans le cadre de la vulgarisation et profiter de services financiers. Ces derniers s'appuieront sur une base de données agricole exploitant des systèmes unifiés et compatibles entre eux, sur les capacités renforcées des autorités publiques en matière de gestion des données et sur des cadres de gouvernance des données solides, garants de la protection des données à caractère personnel.
12. Le programme conjoint, dont l'exécution s'étalera sur trois ans, comprendra les composantes suivantes:
- i) **Composante 1: établissement d'une norme nationale en matière de cadre de gouvernance et de partage des données agricoles.** Il s'agit de mettre en place un cadre de gouvernance des données, de recenser et de soutenir des cas d'utilisation viables s'appuyant sur ce cadre et générateurs de synergies par l'intermédiaire du dispositif d'accélération.
 - ii) **Composante 2: développement d'entreprises de technologie agricole par des investissements accrus, une assistance technique et un soutien à l'innovation, en vue d'accélérer la croissance des petites exploitations agricoles.** Il s'agit, d'une part, de concevoir et mettre en place un dispositif d'accélération des entreprises de technologie agricole axé sur les données et, d'autre part, de soutenir la conception et le développement à plus grande échelle de solutions numériques en identifiant des partenaires financiers et des instruments financiers assurant un apport de capitaux à cette fin.
 - iii) **Composante 3: utilisation accrue des produits et services numériques par les petits exploitants agricoles.** Il s'agira de former des agents de

vulgarisation, des agriculteurs chefs de file, des femmes et des jeunes à la prestation de services de vulgarisation agricole par des canaux numériques.

III. Effets directs et produits escomptés

13. Les effets directs escomptés du programme sont les suivants:
- i) Renforcement de la capacité du Ministère de l'agriculture à s'appuyer sur des faits étayés par des données pour prendre des décisions et éclairer l'élaboration des politiques, des plans et des règlements visant à accroître la production agricole, à améliorer l'accès aux marchés et à augmenter les revenus des petits exploitants agricoles, en étroite collaboration avec des entreprises privées innovantes dans le secteur des technologies agricoles;
 - ii) Renforcement des partenariats public-privé entre le Ministère de l'agriculture et les plateformes numériques privées de données agricoles en vue d'améliorer la productivité des petits exploitants, leur accès aux marchés, leurs revenus et, par voie de conséquence, leurs moyens d'existence;
 - iii) Développement par les entreprises de technologie agricole de produits et de services agricoles numériques innovants utiles aux petits exploitants, fondés sur des applications de pointe comme l'intelligence artificielle et la gestion avancée des données;
 - iv) Petits exploitants agricoles mieux à même d'adopter des solutions agricoles numériques grâce à leur habileté numérique améliorée et à leur accès facilité à ces solutions.

IV. Modalités d'exécution

14. Sous la direction du coordonnateur résident, et avec son appui, les organismes des Nations Unies participants collaboreront à la réalisation d'objectifs clés en mettant en commun leurs missions, leur expérience et leur expertise respectives dans une approche conjointe, intégrée et multidimensionnelle. Le FIDA soutient actuellement l'établissement d'une stratégie en matière d'agriculture numérique auprès du Ministère de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie; le programme prolongera cette action par l'établissement d'un cadre visant à améliorer l'interopérabilité et l'échange des données, gage de flux de données améliorés et mieux organisés dans le secteur de l'agriculture, qui apporte une contribution clé à la stratégie nationale.
15. Dans le cadre du programme conjoint, le FIDA et le FENU, dans une action coordonnée et suivant les procédures de pré-sélection appropriées, y compris du point de vue de la « due diligence », retiendront par voie de mise en concurrence dix entreprises de technologie agricole du secteur privé pour participer à un programme d'accélération visant à renforcer leurs capacités de gestion et d'utilisation des données pour leur permettre de créer un modèle opérationnel, des produits et des services centrés sur le client, avec pour objectif principal d'apporter une valeur ajoutée aux petites exploitations tenues par des jeunes ou des femmes.
16. L'enveloppe reçue par le FIDA dans le cadre du programme appuiera l'établissement d'un cadre national relatif à la gouvernance des données et à leur interopérabilité. Le Fonds octroiera également des dons aux entités du secteur privé sélectionnées par mise en concurrence pour leur participation au programme d'accélération, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une tierce partie. Ces dons devraient aider les entreprises à mobiliser davantage de financements à impact et de fonds aux conditions du marché.
17. Le coordinateur résident coprésidera le comité de pilotage du programme conjoint avec le Ministère de l'agriculture. Le comité de pilotage sera responsable de la bonne gestion du programme et de la réalisation des résultats. À ce titre, il convoquera des réunions de programme au moins une fois par an et aura la main

sur les rapports avec les parties prenantes externes (notamment, les autorités publiques et le secteur privé). L'équipe de programme sera composée des organismes des Nations Unies participants (FENU, FAO, FIDA et PNUD) et se conformera au mandat décrit dans la Note d'orientation en vue d'une nouvelle génération de programmes conjoints du Groupe des Nations Unies pour le développement durable.

18. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit seront conformes aux procédures standards.

V. Coût et financement indicatifs du projet

19. Le programme bénéficiera d'un financement de 3,65 millions d'USD issu du Fonds commun pour les ODD, ainsi que de contributions en nature à hauteur de 620 000 USD. Le FIDA recevra 950 000 USD provenant de cette enveloppe et contribuera en nature à hauteur de 200 000 USD par l'intermédiaire des unités de gestion des projets du Fonds opérant en République-Unie de Tanzanie, en particulier pour l'organisation d'ateliers et d'autres actions d'appui logistique. Sur les 950 000 USD acheminés par le FIDA, 450 000 USD seront alloués à l'établissement d'un cadre national relatif à la gouvernance des données et à leur interopérabilité, et 500 000 USD seront octroyés sous forme de dons, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une tierce partie, à des entreprises de technologie agricole du secteur privé sélectionnées par une mise en concurrence pour participer au programme d'accélération. Ces dons devraient avoir un effet catalyseur et permettre aux entreprises de mobiliser un million d'USD supplémentaires au titre du financement d'impact ainsi qu'un autre million d'USD issus de partenariats et de financements aux conditions du marché.

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA (en nature)</i>	<i>Fonds commun pour les ODD</i>	<i>Total</i>
1. Composante 1: établissement d'une norme nationale en matière de cadre de gouvernance et de partage des données agricoles	200,00	450,00	650,00
2. Composante 2: développement d'entreprises de technologie agricole par des investissements accrus, une assistance technique et un soutien à l'innovation, en vue d'accélérer la croissance des petites exploitations	-	500,00	500,00
3. Composante 3: utilisation accrue des produits et services numériques par les petits exploitants	-	-	-
Total	200,00	950,00	1 150,00

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA (en nature)</i>	<i>Fonds commun pour les ODD</i>	<i>Total</i>
1. Matériel	-	-	-
2. Dépenses de personnel	50,00	73,16	123,16
3. Services de consultants	-	294,69	294,69
4. Dons	-	500,00	500,00
5. Frais de voyage	150,00	20,00	170,00
6. Frais de gestion	-	62,15	62,15
Total	200,00	950,00	1 150,00

VI. Recommandation

20. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de programme visant l'octroi de dons en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds utilisera cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) du financement reçu du Fonds commun des Nations Unies pour les objectifs de développement durable pour octroyer des dons à des entités du secteur privé au titre du programme et pendant toute sa durée de trois ans, selon les conditions énoncées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Results-based logical framework

Joint Program Outcomes			
CF Outcome statement 1: MDAs, LGAs and private sector have enhanced technical capacity to develop and/or revise transformative, gender-responsive, rights-based, inclusive, evidence-based policies, plans, strategies, and regulatory frameworks that address the needs of the MSMEs and Small holder farmers			
Outcome indicator 1.1: National standard for agriculture data framework and sharing is established, ensuring women's needs are addressed.	Baseline: 0	Target: 2 policies (1 data framework; 1 data guidelines).	Means of verification: Data framework document, IFAD Reports
Outcome indicator 1.2: Data between Ministry of Agriculture departments and private sector is shared, enhancing inclusion of women.	Baseline:0	Target:1 (data sharing agreement)	Means of verification: Data Sharing Agreement and Guideline
CF Outcome statement 2: Relevant institutions have improved capacities to provide gender-responsive, market-oriented, quality programs, infrastructure/facilities, products, and services to MSMEs and small holder farmers, especially women and youth			
Outcome indicator 2.1: Agri-techs are scaled through more investment, technical assistance and innovation for accelerating growth for smallholder farmers especially women and youth.	Baseline:0	Target: 10 to benefit from technical assistance (30% female-led); and at least 3 to benefit from catalytic funding. At least one agri-tech funded is female owned.	Means of verification: Joint Program Report
Outcome indicator 2.2: Financial institutions expand their portfolios to include funding of agri-techs, emphasizing viable, female-led agri-techs.	Baseline:0	Target: at least 1 FI	Means of verification: IFAD Reports
CF Outcome statement 3: Small holder farmers, particularly women and youth, have increased capacities to adopt innovative, climate resilient practices for increased and sustainable production, productivity and commercialization of agricultural commodities			
Outcome indicator 3.1: Smallholder farmers, especially women, increase their use of digitally enabled products and services	Baseline:0	Target: 500,000 (60% female, 40% male; 20% under 24 y.o) smallholder farmers	Means of verification: Joint Program Report

Joint Program Outputs			
Output 1.1: Guidelines, strategies, and regulations enable secure and efficient data sharing among and between public and private sector actors, especially benefitting women and smallholder farmers.			
Output indicator 1.1.1: 1 data framework and guideline developed to cover data sharing, access and use	Baseline: 0	Target: 1	Means of verification: IFAD partner reports
Output 1.2: Dynamic, and interoperable datasets are available to public and private sector actors facilitating disaggregation of gender data among other benefits.			
Output indicator 1.2.1: Report on realistic understanding of the state of data in the agricultural sector and a business case for data is identified	Baseline: 0	Target: 1	Means of verification: UNCDF partner reports
Output indicator 1.2.2: 1 main viable business case identified for the use of data in the agriculture sector	Baseline:	Target: 1	Means of verification: UNCDF partner reports
Output indicator 1.2.3: Capacity of Ministry of Agriculture is built on implementing developed guidelines for data analytics to support effective policymaking and decisions.	Baseline: 0	Target: 10 departments and/or agencies.	Means of verification: FAO reports
Output 2.1: Pathway for development, iteration and investor readiness of innovation around digital agricultural services established.			
Output indicator 2.1.1: Identify 1 innovation hub and 10 agri-techs to run and participate in an Agri-Tech accelerator.	Baseline: 0	Target: 1 hub identified	Means of verification: UNCDF partner reports
Output indicator 2.1.2: Implement an agri-tech accelerator	Baseline: 0	Target: 10 agri-techs completed accelerator of which 30% are female-led.	Means of verification: UNCDF partner reports
Output 2.2: Access to funding and partnerships, driving growth and scale of new and innovative digital agricultural services, expanding reach to women, is established.			
Output indicator 2.2.1: Identify at least 2 funding partners and develop at least 1 financial instrument (for additional financing which could be impact/venture and/or commercial).	Baseline:	Target: 2 funding partners 1 financial instrument	Means of verification: IFAD partner reports
Output indicator 2.2.2: Select at least 3 agri-	Baseline:	Target: 3 agri-techs funded	Means of verification: IFAD partner reports

techs for impact/commercial financing and scale to drive last mile product/service offerings.		with at least one female-led.	
Output 3.1: Increased capacity among smallholder farmers, especially women and youth, to access and use digital agricultural services			
Output indicator 3.1.1: 500 extension officers and lead farmers including, women, youth trained on access and use digital agriculture services.	Baseline:0	Target: 500 (30% female and 60% youth)	Means of verification: FAO partner reports
Output indicator 3.1.2: 500,000 farmers registered in a unified farmer registry and used by agri-tech companies under the JP for increased production, productivity and market linkages.	Baseline:0	Target: 500,000 (60% female, 40% male; 20% under 24 y.o)	Means of verification: FAO partner reports
Output indicator 3.1.3 Registered farmers with complete profiles' data is shared with 3 agri-techs within select regions/value chains.	Baseline:0	Target: 3 agri-techs with at least one female-led.	Means of verification: FAO partner reports
Output indicator 3.1.4: Procure ICT equipment, agricultural tools and equipment and protective gears for youth and women agricultural groups to strengthen last mile delivery to smallholder farmers with UN support.	Baseline:3	Target:6	Means of verification: FAO partner reports
Output indicator 3.1.5: Curate agricultural value chain advisory services adaptable to digital agricultural services by the Agri-tech companies and prominent digital agricultural services in the country.	Baseline:0	Target: 3 agricultural value chains	Means of verification: FAO partner reports
Output indicator 3.1.6: Operationalize at least 1 use-case through Integration of AI bot in one of the prominent digital agricultural extension services by the Ministry of agriculture system in collaboration with the project management unit.	Baseline:0	Target: 1 system integrated with AI bot	Means of verification: FAO partner reports
Output 4.1. Efficiently coordinated gender-responsive JP management, monitoring, reporting and communications			
Output indicator 4.1.1: JP communication materials utilize gender-	Baseline: 0	Target: 100%	Means of verification: Review teams feedback

sensitive language and visuals			
Output 4.1.2. JP monitoring is carried out in a gender- responsive manner	Baseline: 0	Target: 100% of sex disaggregated JP targets above	Means of verification: JP reports
Output indicator 4.1.3: Timely submission of quality annual and final JP reports to the Joint SDG Fund	Baseline: 0	Target: annual reports and final report submission in line with the reporting requirement	Means of verification: Joint SDG Fund's confirmation